

Sida: la Conférence de Bangkok a permis de fixer les priorités

Par *admin*

Créé le 22/07/2004 - 23:00

Sida: la Conférence de Bangkok a permis de fixer les priorités

Jeudi, 22/07/2004 - 22:00 [0 commentaire](#)

- [Diminuer la police](#)
- [Augmenter la police](#)
- [Imprimer](#)
- [Version PDF](#)

•

- [Tweeter](#)

•

•

0 avis :



[zoom](#)

La 15e Conférence internationale sur le sida, qui s'est achevée vendredi à Bangkok après six jours de travaux, a permis de fixer les priorités de la lutte contre la pandémie, jusqu'alors relayées au second plan par le combat pour la collecte des fonds, ont estimé des analystes. Le financement, thème récurrent depuis l'apparition de la maladie en 1981, va cependant rester un des sujets clefs de la prochaine conférence, qui se tiendra à Toronto, au Canada, en 2006. Avec plus de 20 millions de décès, 38 millions de séropositifs et des millions d'orphelins du sida, la facture ne pourra que croître. Il y a deux ans, l'Onusida estimait à 10,5 milliards de dollars en 2005 et 15 milliards de dollars en 2007 les besoins financiers des pays en développement. Aujourd'hui, ils sont évalués à 12 et 20 milliards respectivement. Mais l'argent commence enfin à arriver. "Nous avons combattu très dur pour l'argent. Luttons dorénavant aussi fort pour rendre cet argent efficace", déclare le directeur général d'Onusida, Peter Piot. "Il faut maintenant s'assurer que ces ressources sont utilisées de manière efficace", renchérit Helene Gayle, future présidente de la Société internationale du sida (IAS), qui a organisé la Conférence. Le manque de financements nécessaires pour des campagnes de prévention et les traitements de l'épidémie au coût colossal a été martelé pendant toute la semaine. "Une menace exceptionnelle exige des actions exceptionnelles", a déclaré Peter Piot, directeur exécutif de l'Onusida, lors de la cérémonie de clôture. "Il

est maintenant de notre responsabilité collective" de faire en sorte que l'argent aille aux gens concernés "si nous voulons éviter le chaos dans dix ans", a-t-il averti. "Avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, j'appelle tous les pays donateurs à verser leur part, y compris au Fonds mondial", a-t-il déclaré, avec en arrière-plan une polémique entre les Etats-Unis et l'Europe sur le fait de savoir qui fournit le plus d'argent au seul grand fonds multilatéral de lutte contre le sida. "Une ressource évidente est de convertir la dette publique des pays en développement en actions contre le sida", a suggéré Peter Piot. L'Union européenne a contre-attaqué vendredi après que les Etats-Unis eurent affirmé assumer l'essentiel de la charge des contributions financières à la lutte contre le sida dans le monde. La représentante de la délégation européenne à la 15e IAC, Mme Lieve Fransen, a expliqué que l'Union de 25 pays était derrière 60% des financements du Fonds mondial. Elle a expliqué que l'UE élargie au 1er mai dernier avait collectivement le même poids économique que les Etats-Unis. "Si l'on parle d'une répartition équitable des contributions, il faut prendre ce facteur en considération", a-t-elle ajouté. L'Union européenne a promis 900 millions de dollars au Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et la paludisme, contre 547 millions pour les Etats-Unis. Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan avait demandé au début de la Conférence à l'Europe et aux Etats-Unis de porter leur contribution au Fonds mondial à un milliard de dollars par an. Les deux blocs sont donc loin du compte. Il avait aussi appelé les Etats-Unis à consacrer autant d'argent à la lutte contre le sida que contre le terrorisme, ajoutant sa voix aux nombreuses critiques essuyées par ce pays toute la semaine à Bangkok. En haut des priorités, figure le traitement des malades et en particulier la distribution rapide, efficace et équitable des antirétroviraux (ARV) aux pays pauvres. "Ces médicaments ne peuvent pas être pris à l'aveuglette. Il faut recruter et former des médecins, des infirmières, des travailleurs sanitaires. Il faut des cliniques, des laboratoires. Ce n'est pas un médicament qu'on prend pour quelques jours ou deux semaines, c'est un traitement à vie", souligne Joyce Namulondo Kadowe, employée à la Commission sida de l'Ouganda. Il faut également se lancer dans la course contre la montre visant à sauver le continent le plus peuplé du monde, l'Asie, véritable bombe à retardement et en danger de rattraper l'Afrique dévastée, selon les experts. La lutte devra aussi se concentrer sur les femmes, cibles particulièrement vulnérables, rappelle Noeleen Heyzer, directrice générale du Fonds des Nations unies pour les femmes (UNIFEM). "La priorité devrait être donnée aux rapports sexuels entre différentes générations et aux mariages prématurés, qui peuvent et doivent être changés, aux lois de succession (inégaux) et à l'assurance d'un financement adapté aux femmes", ajoute-t-elle. Quant au front scientifique, c'est plutôt du côté de la prévention que des traitements qu'une percée peut être espérée dans les années à venir. L'évolution des traitements va en effet "probablement être progressive" plutôt que révolutionnaire, estime Mme Gayle, de l'IAS, avec une amélioration des médicaments existants en vue de rehausser leur efficacité et limiter les effets secondaires. Mais un remède définitif reste toujours illusoire, avertissent les experts. En terme de prévention en revanche, la marge de progression de la recherche d'un vaccin est plus grande. De plus en plus de produits expérimentaux sont testés, grâce à un accroissement des fonds, mais il faudra encore plusieurs années afin d'avoir une indication sur leur efficacité. Quarante-huit millions d'actifs pourraient être décédés des suites du sida d'ici 2010, et 74 millions d'ici 2015, infligeant un coup sévère aux économies nationales, a indiqué dimanche l'Organisation internationale du travail (OIT). Le sida "n'est pas seulement une crise humaine mais également une menace pour le développement durable, mondial et social", a averti le directeur général de l'OIT Juan Somavia, cité dans une analyse publiée lors de la 15e conférence internationale sur le sida, qui s'est ouverte à Bangkok dimanche. "La perte de vies et les effets diminuants de la maladie provoqueront non seulement une réduction de la capacité à assurer la production, l'emploi, à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement mais représenteront de plus un fardeau qui devra être porté par toutes les sociétés, les riches comme les pauvres", ajoute l'analyse, qui couvre cinquante pays. Quarante d'entre eux ont eu une prévalence (nombre de cas rapportés à la population) supérieure à 2% en 2001. Elle se situait entre 1,5% et 2% pour cinq autres pays et les cinq derniers abritaient un million voire plus de personnes contaminées. Trente-cinq pays appartenaient à

l'Afrique subsaharienne, huit à l'Amérique Latine et les Caraïbes, cinq à l'Asie et deux étaient des pays développés. A ce jour, quelque 36,5 millions de personnes en âge de travailler (entre 15 et 49 ans) ont le virus du sida, selon le document. D'ici 2005, 28 millions d'actifs auront été tués par la pandémie et deux millions de personnes seront incapables de travailler, contre un demi-million en 1995. D'ici 2010, le bilan des morts pourrait atteindre 48 millions, et 74 millions en 2015 si les efforts en vue d'accélérer la diffusion des antirétroviraux échouaient. Quatre millions d'actifs pourraient de plus être déclarés invalides. La pandémie accentuerait alors la pression sur les actifs encore valides, particulièrement en Afrique, qui abrite les deux tiers des personnes atteintes du sida dans le monde, suivi de l'Asie, qui pourrait bientôt rejoindre le continent noir. Près de cinq millions de personnes en âge de travailler sont actuellement atteintes du sida en Asie, selon l'OIT, qui pointe particulièrement du doigt le Cambodge, la Chine, l'Inde, la Birmanie et la Thaïlande. D'ici 2010, en absence d'un accès accru aux traitements médicaux, près de dix millions d'actifs seront morts des conséquences du sida en Asie depuis 1981, année de l'apparition de l'épidémie. Ce total atteindra 18 millions d'ici 2015, selon l'Organisation. La pandémie, en "réduisant le stock de talents et d'expérience de la population active", est une "menace directe" au but fixé lors du sommet du Millénaire de l'ONU en 2000 de réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici 2015, selon Franklyn Lisk, directeur des programmes sida à l'OIT. L'impact du sida sur les économies est déjà visible, souligne l'Organisation. La pandémie a ainsi amputé de 0,2 point la croissance annuelle du produit intérieur brut dans les pays les plus touchés entre 1992 et 2002, soit une perte de 25 milliards de dollars par an.

_ OIT <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/pr/2004/35.htm>

_ AFP <http://fr.news.yahoo.com/040716/202/3yvmq.html>

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- [Tweeter](#)
-
- **Nombre de consultations :** 71
- **Publié dans :** [Médecine](#)
- **Partager :**
 - [Facebook](#)
 - [Viadeo](#)
 - [Twitter](#)
 - [Wikio](#)

[Médecine](#)

URL source: <https://www.rtflash.fr/sida-conference-bangkok-permis-fixer-priorites/article>